

## Burundi : Les armes prennent-elles le pas sur le dialogue ?

Jeune Afrique, 08 octobre 2015 Louis-Marie Nindorera : « Il existe encore un espoir de dialogue » au Burundi Au Burundi, les récents affrontements dans un quartier contestataire de Bujumbura font craindre le risque d'une nouvelle guerre civile, comme ce fut le cas après l'assassinat du président Melchior Ndadaye en 1993. Les armes prennent-elles le pas sur le dialogue ? Louis-Marie Nindorera, consultant spécialisé en justice transitionnelle, décrypte la situation pour Jeune Afrique.

Jeune Afrique : Après les récents affrontements à Cibitoke, un des quartiers contestataires de Bujumbura, peut-on dire qu'une guerre civile menace le Burundi ? Louis-Marie Nindorera : La guerre civile représente un réel risque au Burundi aujourd'hui. On a tendance à croire que les gens qui se sont opposés au troisième mandat de Pierre Nkurunziza se sont calmés en raison de la répression. En réalité, un embryon de résistance se forme dans les quartiers contestataires, et témoignent les récents affrontements à Cibitoke. Au début, le mouvement était désarticulé mais aujourd'hui il commence à se structurer et risque de prendre de l'ampleur si le dialogue et la médiation internationale suivent par leur cours. Et c'est exactement ce qui s'est passé en 1994-1995. Si la situation continue ainsi, elle va nous mener tout droit à la guerre civile. Quatre proches du président Nkurunziza ont été visés par les sanctions de l'Union européenne. Ces sanctions auront-elles un impact sur la politique du gouvernement ? Non, je ne pense pas. Les sanctions sont des mesures dissuasives vis-à-vis de certaines personnes mais tant que le gouvernement aura l'espoir de trouver des partenaires alternatifs et des voies de sortie, il ne consentira pas à dialoguer de manière sérieuse. Je sais qu'il a mis en place une commission de dialogue inter-burundais mais je ne la prend pas au sérieux [la plupart des acteurs hostiles au troisième mandat, de l'opposition ou encore de la société civile poursuivis pour insurrection et complicité dans la tentative de putsch du 13 mai dernier en sont exclus, NDLR]. Pourquoi ne la prenez-vous pas au sérieux ? Le conflit est encore dans sa phase ascendante, les différentes parties accrochent leurs positions primaires. Le parti au pouvoir, lui-même, ne consent pas au moindre débat interne, le traitement réservé aux voix dissonantes en est un exemple clair. Et c'est pareil pour la société civile ! La présence de certaines figures de la société civile au sein du Cnared (Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et de la restauration de l'état de droit, coalition politique anti-3e mandat) font grincer des dents. Le dialogue inter-burundais ne pourra porter ses fruits que si les différents protagonistes acceptent d'abord un débat à l'intérieur de leurs propres camps respectifs. Le Cnared peut-il être une alternative au pouvoir actuel ? Dans sa forme actuelle, non ! Il doit évoluer pour être une véritable alternative. Le conseil a été créé par des personnes ayant pour seul point commun de vouloir « faire partir Nkurunziza du pouvoir ». Il faut d'abord que le Cnared se mette d'accord au-delà du simple remplacement du président Pierre Nkurunziza et j'ai l'impression que ce n'est pas fait. Car les mouvements qui se mobilisent à partir du mois de mai vont au-delà de la simple contestation du 3e mandat. Je n'ai, pour le moment, pas entendu qui que ce soit au sein du Cnared articuler ce discours. Y a-t-il encore un espoir de dialogue pour la crise burundaise ? Oui, je pense car toutes les parties s'accordent sur le fait que nous avons connu l'expérience malheureuse d'une guerre. Mais tant que chacun dans son camp croit qu'il a l'avantage de son côté, le dialogue sera difficile. Il y a une forte pression pour les contraindre à s'asseoir ensemble et discuter. Et surtout, selon moi, ce dialogue doit poser la question de la bonne gouvernance.